



**Remarques finales du Rapporteur général pour l'Afrique,  
Peter Okebukola**

---

**Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2009 (CMES) :  
La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche  
au service du progrès social et du développement**

**(UNESCO, Paris, 5-8 juillet 2009)**

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Faire la synthèse des présentations et des discussions qui ont marqué ces 41 séances plénières, parallèles et spéciales, telle était la tâche passionnante qui nous incombait. Tout au long de la conférence, depuis la cérémonie d'ouverture jusqu'à cette séance de clôture, nous nous sommes efforcés de rendre compte, dans leurs grandes lignes, des interventions du Directeur général de l'UNESCO, des éminentes personnalités qui ont honoré de leur présence la cérémonie d'ouverture, des ministres, des représentants d'institutions et des participants à titre individuel, y compris des étudiants. Nous y avons intégré les conclusions des réunions préparatoires régionales et des discussions tenues sur le forum Internet, l'ensemble étant reflété dans le projet de communiqué ainsi que le rapport de la conférence, qui suivra.

Ce qui nous a le plus frappé, c'est le dynamisme contagieux affiché par les 1 200 participants et leur volonté de donner à l'enseignement supérieur l'impulsion nécessaire pour qu'il puisse répondre aux enjeux planétaires actuels et futurs, sans être restreint par les difficultés de la conjoncture globalement défavorable. Nous avons constaté que les salles de réunion étaient toutes combles durant les séances ; les occasions d'apercevoir des participants dans les rues ou les magasins de Paris pendant la conférence ont été rares, voire inexistantes. La question de l'enseignement supérieur est très sérieuse, et l'implication des participants dans cette conférence le montre bien.

La conférence a abouti à des recommandations d'une grande portée sur les trois sous-thèmes retenus : « internalisation, régionalisation et mondialisation » ; « équité, accès et qualité » ; et « apprentissage, recherche et innovation ».

Permettez-moi à présent de résumer l'essentiel des questions relatives à l'Afrique qui ont été évoquées lors de cette conférence.

### ***L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE***

La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2009 a accordé une attention particulière aux défis à relever et aux occasions à saisir pour la revitalisation de l'enseignement supérieur en Afrique. Les questions soulevées à ce propos sont intégrées dans tout le communiqué.

Les participants se sont félicités des recommandations de la Conférence préparatoire régionale de Dakar de novembre 2008 et ont noté les progrès enregistrés depuis la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de 1998, notamment l'augmentation des inscriptions dans l'enseignement supérieur. Les participants ont souligné la nécessité cruciale d'affronter les nouveaux défis que constituent l'inégalité entre les sexes et les races, la liberté académique, l'exode des compétences et le manque de préparation des étudiants diplômés au moment d'accéder au marché du travail. Ils ont souligné qu'il était urgent que l'enseignement supérieur africain adopte une nouvelle dynamique en vue d'une transformation globale de façon à améliorer sensiblement sa pertinence et sa réactivité aux réalités politiques, sociales et économiques des pays africains. Ce nouvel élan pourrait réorienter la lutte contre le sous-développement et la pauvreté en Afrique. Il faudra, à cette fin, accorder à l'enseignement supérieur et à la recherche en Afrique

davantage d'attention que cela n'a été le cas ces onze dernières années. L'enseignement supérieur africain devrait encourager une bonne gouvernance fondée sur une responsabilisation claire et des principes financiers sains.

1. L'espace africain d'enseignement supérieur et de recherche gagnera en qualité s'il peut s'appuyer sur une collaboration institutionnelle, nationale, régionale et internationale dans les domaines de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche. Une orientation stratégique vers la création ou le renforcement d'une telle collaboration est donc nécessaire. Les pays africains dotés d'un système d'enseignement supérieur bien développé devraient partager leur expérience avec ceux dont les systèmes sont moins avancés. Nous devons nous engager à faire de l'enseignement supérieur africain un instrument d'intégration régionale.

2. Le développement de l'espace africain d'enseignement supérieur reposera aussi sur la mise en place d'un mécanisme d'assurance qualité au niveau régional. À cet égard, nous préconisons la mise en œuvre accélérée de l'initiative de l'AUA, avec l'appui de l'UNESCO, en vue de favoriser la création de systèmes d'assurance qualité aux niveaux national, sous-régional et régional. De même, la mobilité des enseignants et des étudiants dans un espace africain d'enseignement supérieur sera facilitée si la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique est activement mise en œuvre. Le rôle indispensable joué par l'Université panafricaine dans l'intégration africaine doit être souligné.

3. Accès : afin de répondre à sa demande exponentielle d'enseignement supérieur et de recherche, l'Afrique a besoin de toute urgence d'institutions différenciées, allant des universités de recherche aux instituts polytechniques et techniques, ainsi que de programmes diversifiés au sein de chaque établissement qui soient adaptés à différents types d'apprenants et aux besoins du pays. La demande croissante d'enseignement supérieur ne saurait être satisfaite par les seules méthodes traditionnelles d'enseignement en face-à-face. D'autres approches, telles que l'enseignement ouvert, à distance et en ligne, devront être exploitées, notamment dans des domaines comme la formation continue des adultes ou la formation des enseignants.

4. Pertinence des programmes : un certain nombre de domaines d'expertise revêtent une importance capitale pour la diversification des économies africaines et, pourtant, ils ne reçoivent pas l'attention requise. Il s'agit notamment de l'agriculture, de l'extraction des ressources naturelles, de l'environnement, des systèmes de savoirs autochtones et de l'énergie. Leur accorder une place importante dans l'enseignement supérieur peut contribuer à assurer la compétitivité des économies africaines.

5. Financement : l'éducation demeure un bien public mais il faut encourager les financements privés. S'il faut tout mettre en œuvre pour accroître le financement public de l'enseignement supérieur, il faut néanmoins reconnaître que les fonds publics sont limités et peuvent ne pas être en mesure de prendre entièrement en charge ce secteur en évolution rapide. Il convient donc de trouver d'autres formules et sources de financement, en particulier en faisant appel aux partenariats public-privé.

6. Il faut que les étudiants aient leur mot à dire dans la gouvernance de l'enseignement supérieur à tous les niveaux.

7. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude aux différents pays et organisations qui apportent leur soutien au développement de l'enseignement supérieur en Afrique. Ils se sont également félicités des nouveaux engagements pris par plusieurs nouveaux partenaires, notamment la Chine, l'Inde et la République de Corée. Ils ont aussi salué les propositions concrètes de la Banque africaine de développement, de l'Union africaine et des associations d'universités telles que l'AUA, l'AUF et l'ACU sur la question de la gouvernance et des modèles d'enseignement supérieur.

8. Les participants se sont félicités de la priorité accordée à l'Afrique par l'UNESCO dans le cadre de cette conférence.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Nous avons à présent en main les principaux éléments d'une feuille de route qui nous permettra de donner à l'enseignement supérieur l'orientation requise. Comme nous ne pouvons prévoir l'avenir, nous pensons que l'adaptabilité à des circonstances imprévues sera un aspect essentiel lorsque nous appliquerons cette feuille de route aux niveaux national, sous-régional et régional.

Je vous remercie de votre attention.

Peter Okebukola